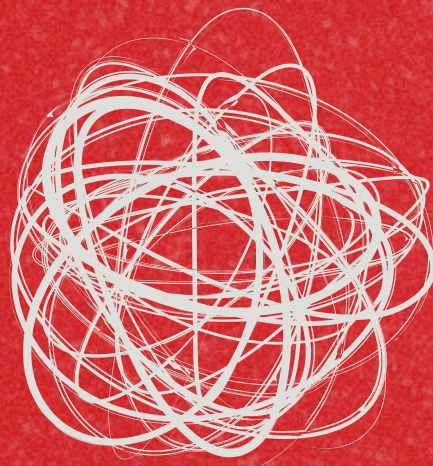


FÉVRIER

2024

L'HEURE DU BILAN



JEUNE GARDE SOCIALISTE

Édito	1
Carte Blanche	2
Le nucléaire belge en 2023	3
COP28: Résultat historique ou compromis décevant?	5
Murray Bookchin, le prométhée moderne	7
Le droit de vote à 16 ans	9
La parole aux JS	11
Retour en photos	12

TW. Ce document utilise une forme d'écriture "non inclusive" pour garantir son accessibilité à toutes les personnes en situation de handicap vis-à-vis de la lecture ou utilisant un logiciel de synthèse vocale. Les termes tels que "étudiant » et autres qualificatifs désignent indistinctement les personnes de tous genres

ÉDITO

Chers lecteurs et lectrices,
 À l'aube de la nouvelle année, le Mouvement des Jeunes Socialistes est heureux de vous présenter la nouvelle édition de la Jeune Garde.

Ce numéro reflète les défis, les aspirations et les combats qui animent notre génération, à travers une mosaïque d'articles variés et profonds. De la réflexion sur le nucléaire belge et ses implications pour l'avenir, aux débats houleux autour de la COP28, en passant par l'exploration de la pensée de Murray Bookchin, ce magazine se veut un reflet de notre engagement pour une société plus juste, durable et solidaire. Nous abordons également l'importance cruciale de l'éducation à la citoyenneté dans le contexte de l'abaissement du droit de vote à 16 ans, soulignant notre rôle dans la formation des futurs citoyens et citoyennes actifs et éclairés. La lutte contre les fake news et la promotion d'une éducation aux médias sont plus pertinentes que jamais, dans notre quête collective pour une démocratie stable et émancipatrice.

Dans ces pages, vous trouverez non seulement des analyses critiques mais aussi des témoignages d'espoir de nos jeunes et de vision pour l'avenir. Nous luttons ensemble pour un monde où l'écologie se conjugue avec le social, où la politique crée de la cohésion sociale et est dynamique. Un monde où, malgré les crises, nous osons aspirer à une paix durable entre les peuples et une égalité sans faille entre toutes et tous. J'espère que ce magazine vous inspirera, vous informera et renforcera votre engagement à nos côtés pour les luttes sociales et écologiques à venir.

Ensemble, faisons face aux défis de notre temps et œuvrons pour un avenir où la voix des jeunes est non seulement entendue mais devient un moteur de changement.

Bonne lecture,
 Anaïs Geudens



CARTE BLANCHE

Ô satané bonheur, malheur acharné, comment résumer cette année ?

Un sol qui s'écroule, des foules infortunées. Maroc, Turquie, Syrie. Ci-gît une terre importunée. Et des victimes qui découlent parfois d'une époque qui nous rit au nez. Charles, enfin couronné. Olivier revenu de chez les enturbannés.

Les français se déchirent sur la retraite et l'immigration. On rêve de migration vers Jupiter, on regrette l'hiver quand on goûte à la chaleur caniculaire. La terre excédée. Un Titan se perd vers le Titanic, des curieux fortunés décédés. Décidément, ça ne tourne plus rond, à part peut-être dans le basket féminin où l'abnégation est historique. Joyeux lurons, je n'ai pas fini...

Philippe est roi depuis dix ans. EVRAS a vu sa vérité entachée par des médisants. Une iranienne a reçu le prix Nobel. Belle année, oui mais... la guerre en Ukraine. Dumbledore est mort. Réduisant mon enfance à peau de chagrin. Malin qui avait prédit par hasard, l'adieu d'Eden Hazard. Des eaux polluées et des vents déchaînés. Encore une fois, une terre ébréchée.

Chez nous, deux suédois lâchement abattus par un enragé. Ravagé, le monde se disloque pendant qu'on se filme sur Tik Tok. Troquer 2023 pour 2024 ? Ce serait refuser de combattre : la bêtise qui refuse de débattre, la violence qui cherche à nous abattre, l'injustice et le mal que certains bizarrement idolâtrèrent.

Rêvons d'une paix entre Israël et Palestine, d'une égalité entre Paul et Pauline, d'une COP sans guerre intestine. Rêvons d'un monde où l'écologie se veut sociale, où nos rues sont florales, où la politique devient joviale... bon j'abuse un peu, mais qui a dit que les rêves ne pouvaient être fougueux ?

Maroane





LE NUCLÉAIRE BELGE EN 2023

Au cours des dernières années, la situation a changé concernant le nucléaire. Les discours qui visaient à dire que nous devons abandonner ce type d'énergie au profit des énergies renouvelables a changé au profit de discours plus mesurés et plus proches de la réalité.

L'année 2023 aura été l'année de grandes négociations entre le gouvernement belge et l'entreprise Engie dans le but de prolonger les centrales de Tihange 3 et Doel 4. Si l'objectif était de sortir du nucléaire en 2025, on va voir que les conséquences sur l'emploi ainsi que l'approvisionnement en électricité du pays est beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît.

Dans un premier temps, il est important de mentionner les chiffres. Le nombre d'emplois dépendant du nucléaire en Belgique se chiffre à plus de 20000.

Une grande partie de ces emplois sont, principalement, dans le thermonucléaire, c'est-à-dire la production d'électricité.

Dans ce secteur, on chiffre le nombre d'emploi à plus de 10000. Cela montre que ce secteur porte, à lui seul, plus de 50% du total d'emplois qui découlent du secteur nucléaire.

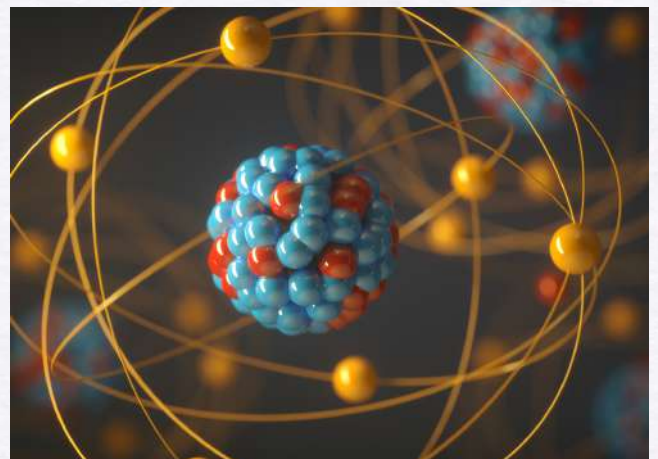
Dans un second temps, il est important de s'intéresser à la production d'électricité en Belgique.

Le nucléaire représente 45% de la production d'électricité pour l'année 2022, c'est-à-dire, +/- 42 TWh, alors que l'énergie solaire et l'énergie éolienne n'ont produit que 20.5% d'électricité pour l'année 2022.

Si, par le passé, plusieurs partis indiquaient dans leurs programmes qu'il fallait passer aux centrales à gaz, la guerre en Ukraine et les problèmes de dépendance vis-à-vis de la Russie ont changé la donne.

Mais concrètement, une sortie du nucléaire est-elle possible?

Actuellement, il est impossible de sortir du nucléaire et de le remplacer par les énergies



ACTUELLEMENT, IL EST IMPOSSIBLE DE SORTIR DU NUCLÉAIRE ET DE LE REMPLACER PAR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES.

renouvelables. Les solutions sur la table ne sont pas suffisantes et si on prend des exemples comme la création d'une île artificielle au large de la mer du Nord, ce type d'alternatives n'apporte pas de solutions claires et rivalisant avec les centrales nucléaires.

Et les centrales à gaz dans tout ça?

Le problème est qu'elles émettent du CO² alors que les centrales nucléaires n'en émettent pas.

Ensuite, l'approvisionnement en gaz augmenterait notre dépendance vis-à-vis des pays producteurs.

L'année 2023 aura permis une réflexion profonde sur le nucléaire dans notre pays avec cet accord entre l'état belge et Engie pour prolonger deux centrales nucléaires pendant 10 ans. Cependant, il est important de réfléchir à long terme à une stratégie de souveraineté énergétique.

Le mix renouvelable-nucléaire est une solution d'avenir que nous devons activer dès maintenant. Cependant, il est clair que se baser entièrement sur le renouvelable est actuellement impossible en raison des faibles quantités que ce type d'énergie permet de produire. Remplacer le nucléaire ne se fera pas en un claquement de doigts et des solutions pour les emplois dépendant de ce secteur devront être trouvées.

C'est pour cette raison que je prône la création d'un plan stratégique de l'énergie afin de doter la Belgique d'objectifs environnementaux clairs concernant son approvisionnement et la production d'énergie au sein de son territoire. Ce plan définirait les grandes lignes politiques en termes d'énergie pour les années à venir.

Tanguy Delporte





COP28: RÉSULTAT HISTORIQUE OU COMPROMIS DÉCEVANT?

Le résultat de la COP28, conclu il y a un mois à Dubaï, suscite des interprétations divergentes. Présenté comme un "jalon" par le président émirati du sommet, Sultan al Jaber, l'accord marque une première en inscrivant explicitement la nécessité d'abandonner les énergies fossiles. Toutefois, pour les militants, scientifiques et pays vulnérables, il ne constitue qu'une étape longuement attendue et le strict minimum pour éviter un échec complet.

Baptisé "consensus des Émirats arabes unis", l'accord encourage les parties à "abandonner progressivement l'utilisation des combustibles fossiles pour la production d'énergie de manière juste, ordonnée et équitable, en accélérant l'action au cours de cette décennie critique, afin d'atteindre un niveau net zéro d'ici à 2050, conformément à la science."

Le "phaseout" (sortie, ndlr) des combustibles fossiles a été substitué par la "réduction de la consommation et de la production" d'hydrocarbures pour parvenir à la neutralité carbone d'ici 2050.

La résistance coordonnée contre l'élimination des combustibles fossiles souligne les conflits d'intérêts et le greenwashing tout au long du processus de la COP28.

Bien que le texte final ne soit pas contraignant, ses implications pour les objectifs climatiques futurs sont significatives. Le Global Stocktake, essentiel pour inverser la tendance contre le réchauffement climatique, pourrait être compromis.

Des critiques envers le choix de l'Azerbaïdjan, un exportateur de pétrole avec une liberté d'expression limitée, pour la



LES PROMESSES DE FONDS DE 700 MILLIONS DE DOLLARS RESTENT LOIN DES 400 MILLIARDS ESTIMÉS

COP29, ont également été soulevées.

Bien que la COP28 a vu la création du fonds destinés à remédier aux pertes et dommages liés au changement climatique dans les pays en développement, les promesses de fonds de 700 millions de dollars restent loin des 400 milliards estimés nécessaires par l'ONG Loss and Damage Collaboration.

Cette COP présente le problème de toutes les COP: il s'agit de conférences internationales qui ne débouchent pas directement sur des actions concrètes dans les différents pays. Il reste à voir si les gouvernements du monde entier suivront réellement, et il est déjà arrivé par le passé qu'ils agissent dans la direction opposée.

Ces dernières années, par exemple, l'Union européenne a participé aux COP en

appelant à une réduction de l'utilisation des combustibles fossiles, mais nombre de ses pays membres ont simultanément investi dans de nouvelles infrastructures d'approvisionnement en gaz naturel.





MURRAY BOOKCHIN, LE PROMÉTHÉE MODERNE

Il y a quelques années, j'ai découvert la pensée de Murray Bookchin, philosophe américain décédé en 2006. Son concept clé, le municipalisme, remet en question l'État-nation au profit de confédérations de communes, privilégiant le pouvoir local. Cette vision s'oppose aux mégalo-poles centralisées gouvernées comme des empires tentaculaires. Pour contrer cela, Bookchin préconise un retour aux entités locales, villages et quartiers. La fusion des communes a parfois créé une fausse impression d'abandon par l'État. Pour rétablir la confiance citoyenne, la solution réside dans la redécouverte des quartiers, écoles et cités.

En appliquant la démocratie directe à petite échelle, en organisant des événements culturels et sociaux locaux, on favorise la participation citoyenne.

D'autres solutions incluent des initiatives artistiques mettant en avant les talents locaux. Ces démarches renforcent la démocratie locale, atténuent la désaffection politique, contribuent à la stabilité sociale et régénèrent la confiance dans les institutions politiques.

Depuis près d'un an, j'ai mis en place ces idées à travers l'ASBL Monobloc, résultat d'un processus débuté pendant le confinement. Ces petites initiatives replacent le citoyen au centre de son monde politique, social et culturel.

L'ASBL MONOBLOC

La pensée novatrice de Bookchin offre une perspective pour repenser notre organisation sociale, favorisant la confiance citoyenne. Les avantages politiques, de la participation citoyenne à l'adaptation aux besoins locaux, créent des communautés plus stables. L'expérience de l'ASBL Monobloc illustre comment de simples actions revitalisent un



LE CHANGEMENT COMMENCE SOUVENT LOCALEMENT, REDONNANT AUX CITOYENS LE POUVOIR D'INFLUENCER DIRECTEMENT LEUR DESTINÉE

village et replacent le citoyen au coeur de son environnement, favorisant le développement durable et le circuit court.

En embrassant ces idées, nous ouvrons la voie à une gouvernance proche des préoccupations quotidiennes, favorisant l'épanouissement des communautés.

La démarche de Bookchin, incarnée par des initiatives comme Monobloc, une association réalisée avec des amis et voisins dans mon village, rappelle que le changement commence souvent localement, redonnant aux citoyens le pouvoir d'influencer directement leur destinée.

À l'ère de la mondialisation et du Taylorisme numérique, il est impératif de renforcer les bases sociétales en promouvant l'éveil du coeur et de l'esprit solidaire au sein des communautés.

C'est en érigeant des fondations solides, imprégnées de l'histoire collective et tournées vers l'avenir, que les libertés de conscience et d'examen permettront à chacun de façonner son destin en harmonie avec la dynamique collective.

Avec humilité mais guidée par ces principes, l'ASBL MONOBLOC représente une expérience enrichissante, que les citoyens du Levant ont choisi d'élever au rang de vigie démocratique éclairée.

Gil Van Cayseele





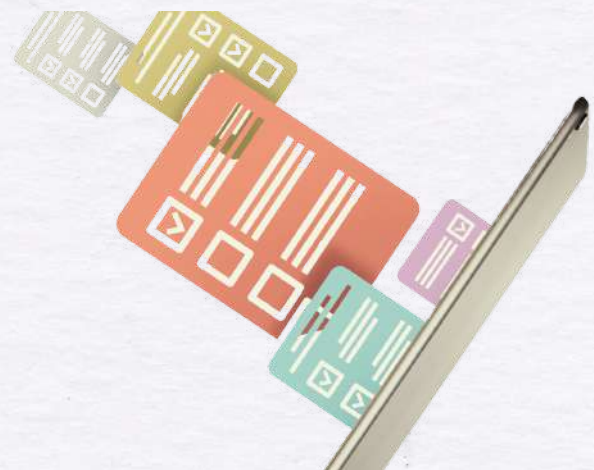
LE DROIT DE VOTE À 16 ANS : LE GRAND DÉFI À VENIR POUR L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ

Le 9 juin prochain, les jeunes de plus de 16 ans pourront voter en Belgique pour les élections européennes. Il s'agit d'une première dans notre pays. Le vote à 16 ans est déjà possible, parfois à certaines conditions spécifiques, dans des pays comme l'Autriche, Cuba ou la Slovaquie.

Les jeunes qui souhaitent voter pour des candidats au parlement européen ne doivent pas préalablement s'inscrire, ils figureront d'office sur la liste d'électeurs. Le vote pour ce scrutin n'est pas obligatoire pour la tranche d'âge des 16-18 ans. Il serait légitime de considérer cette nouveauté comme une avancée démocratique concrète pour les jeunes de notre pays. Le secteur des organisations de jeunesse, attentif à la défense des droits des jeunes, pourrait même se réjouir de voir l'avis de la jeunesse pris davantage en compte dans la construction des politiques européennes. Toutefois, certains parmi nous trouvent que cette opportunité est avant tout un grand défi pour l'éducation à la citoyenneté. En effet, il importe que les jeunes qui seront amenés à désigner les députés européens puissent faire leur choix en connaissance de cause.

Evidemment cela vaut aussi pour les jeunes de plus de 18 ans mais l'accession au droit de vote d'une nouvelle tranche d'âge doit nous faire réfléchir sur les moyens d'améliorer à l'accès à l'information sur l'offre politique existante.

Il convient ainsi d'entamer une réflexion sur les possibilités de déployer davantage une initiative comme celle de la plate-forme « apprentis-citoyens ». Ce projet qui permet à des jeunes de secondaire de rencontrer des représentants des jeunes politiques pourrait être mis en place sur une plus large échelle. Cela implique une augmentation des moyens actuellement disponibles pour que la plate-forme puisse toucher un nombre croissant d'élèves du secondaire.



A L'HEURE OU LES FAKE NEWS PULLULENT DANS LES RÉSEAUX SOCIAUX, IL EST PRIMORDIAL D'INVESTIR DAVANTAGE DANS L'ÉDUCATION AUX MÉDIAS

Il existe actuellement des cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement secondaire. Il serait opportun de repenser le programme notamment en intégrant systématiquement des contenus en lien avec les institutions et les politiques européennes.

A l'heure où les fake news pullulent dans les réseaux sociaux, qui constituent parfois une source d'information exclusive pour les jeunes, il est primordial d'investir davantage dans l'éducation aux médias en vue de donner à la jeunesse une capacité accrue de critique des sources et de recoupement des informations. D'autant que certains dirigeants politiques ont parfois recours à des propos réducteurs voire mensongers.

Les organisations de jeunesse œuvrent à faire émerger des Citoyens, Responsables, Actifs, Critiques et Solidaires (CRACS).

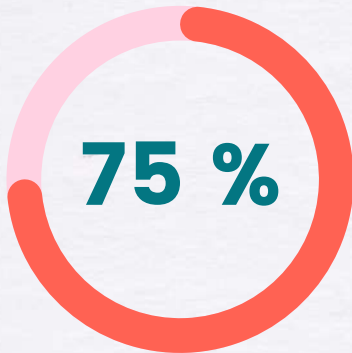
Elles ont un rôle à jouer dans cette nouvelle séquence qui s'ouvre avec l'abaissement partiel du droit de vote à 16 ans. L'engagement dans ces associations constitue un écolage précieux pour les jeunes notamment pour ce qui est de la place qu'ils doivent prendre dans la société. Il est plus que jamais nécessaire d'améliorer l'articulation entre éducation formelle et non formelle pour aider à faire acquérir dans les meilleures conditions la citoyenneté politique à des milliers de jeunes.

Julie Ben Lakhal - Secrétaire générale de ProJeuneS

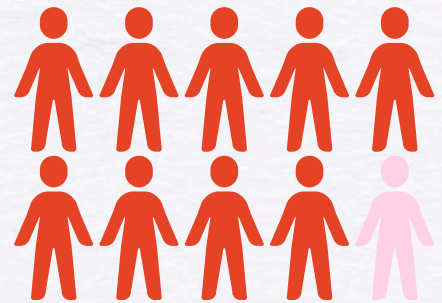


La parole aux JS

EST-CE QUE VOUS ÊTES EN FAVEUR DE LA FERMETURE DES CENTRALES NUCLEAIRES EN BELGIQUE?



Le 75% d'entre vous est contre la fermeture des centrales nucléaires en Belgique



De ceux qui sont en faveur, 9 sur 10 considèrent que les fermer en 2025 n'est pas une bonne idée

Quelle serait la date adéquate?

Jamais x3

2050

Entre 2030 et 2035

2040-2050

Quand il y aura de nouvelles centrales nucléaires

Il ne faut pas fermer les centrales nucléaires

Quand nous aurons de réelles alternatives.

Quand les énergies alternatives seront moins coûteuses

Il n'y a pas encore de date adéquate.

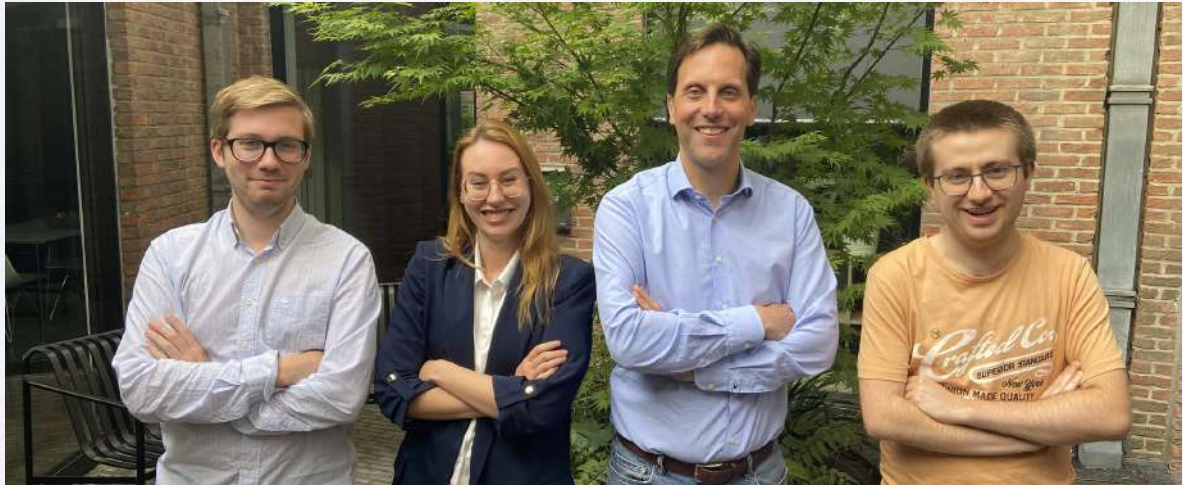
Pas de fermeture. A mes yeux le nucléaire reste la solution

La Belgique n'est pas encore prête pour cette transition.

RECAP 2023



RECAP 2023



RECAP 2023



RECAP 2023



RECAP 2023



AGENDA DU MJS

22/02

MANIF CONTRE LE DÉCRET
PAYSAGE

08/03

JOURNÉE INTERNATIONALE
DES DROITS DES FEMMES

13/03

FORMATION SÉCURITÉ SOCIALE
AVEC KARINE LALIEUX

14/03

LANCEMENT CAMPAGNE PAC 2024 -
QUELLE SÉCURITÉ SOCIALE POUR
DEMAIN?

26/03

RENCONTRE AVEC ÉDOUARD
DELRUELLE SUR LA SÉCURITÉ
SOCIALE

JEUNE GARDE SOCIALISTE